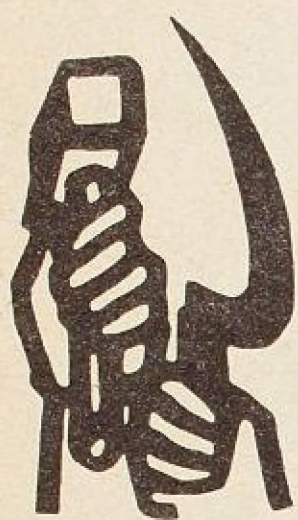


## ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DE MARS 1978

1<sup>ERE</sup> CIRCONSCRIPTION

# **POUR LE SOCIALISME, LE POUVOIR AUX TRAVAILLEURS**

**Travailleuses, Travailleurs, Jeunes :**

**Vous voulez que ça change !**

« Les Français vivent au-dessus de leurs moyens » répète M. BARRE !

**Lesquels ?**

- Les 1.600.000 chômeurs, les jeunes sans emploi à la sortie de l'école ou du C.E.T. ... ou les patrons qui licencient par milliers comme Idéal-Standard ou Sud Art Graphique ?
- Les travailleurs qui ont vu leur pouvoir d'achat baissé de 3 %... ou les patrons qui ont augmenté et parfois doublé leurs profits ?
- Les travailleurs expulsés de leur logement... ou les spéculateurs ?
- Les femmes opprimées, confinées aux travaux ménagers, davantage touchées par le chômage et le bas salaire, très souvent victimes d'agression et de viol ?
- Tous ceux qui n'ont que le droit de se taire... ou M. HERSANT qui, à coups de milliards rachète le « Figaro » et « France Soir » et étrangle la presse d'opinion ?
- Toute la population laborieuse condamnée à la soumission, sans pouvoir, sans droit sur la production, ses conditions de travail et son cadre de vie ?

Cette grande misère, c'est ce que la droite appelle « le bon choix ». GISCARD - BARRE - CHIRAC ne promettent rien d'autre que de poursuivre cette politique.

**Non, il n'est pas question de donner un nouveau bail de 5 ans à ce régime discrédité.**

**IL FAUT BATTRE LA DROITE !**

**Au 1<sup>er</sup> tour vous voterez pour vos revendications, contre toute austérité !**

Nous ne voulons pas d'un replâtrage de cette société qui opprime et qui gaspille. Il faut satisfaire sans attendre les revendications des travailleurs et des mouvements populaires.

Pour le maintien du pouvoir d'achat par le SMIC à 2.400 F, 300 F d'augmentation égale pour tous, l'échelle mobile des salaires et des retraites sur les indices syndicaux.

Pour le droit au travail pour tous par la semaine de 35 heures tout de suite, sans diminution de salaire, la titularisation immédiate des intérimaires, la garantie d'embauche à la sortie de l'école et du C.E.T., le droit au travail pour les femmes.

Pour des conditions de vie décentes par le droit au logement bon marché et de qualité, la priorité aux transports collectifs confortables et gratuits.

Pour le droit des femmes : à travail égal, salaire égal, par l'avortement réellement libre et gratuit y compris pour les mineures, par la création d'équipements collectifs (crèches, ...), contre les agressions sexistes et le viol.

Pour l'arrêt de la construction de toute centrale nucléaire et le contrôle des travailleurs et des populations concernées sur toute implantation industrielle et leurs nuisances.

Contre la division Français-immigrés par l'abrogation des mesures STOLERU et les mêmes droits politiques et sociaux pour tous les travailleurs.

Contre les atteintes aux libertés par l'extension des droits syndicaux et politiques dans les usines, les écoles et les casernes, la suppression des tribunaux d'exception, la nationalisation des moyens d'impression et des industries du papier pour garantir une véritable liberté de la presse.

Contre la main-mise patronale sur l'école par l'abrogation de la réforme HABY, pour une formation publique, unique, la même pour toutes et pour tous, polyvalente et jusqu'à 18 ans.

**Au 1<sup>er</sup> tour vous voterez contre la division, pour l'unité ouvrière**

Le P.C. et le P.S. s'affrontent aujourd'hui sur des questions qui n'ont rien à voir avec les véritables exigences des travailleurs. Ils se querellent pour une poignée de filiales, ne représentant que 0,07 % des entreprises. Mais, l'important, c'est de s'attaquer à l'économie de marché pour garantir les revendications ouvrières. Ce qui nécessite la nationalisation sans indemnité, ni rachat de tous les secteurs clés de l'économie.

L'important, ce n'est pas de demander aux travailleurs de « participer au rétablissement de l'économie capitaliste » comme le fait le P.C.I. en Italie ou le P.S. au Portugal, ou de dire en France que « le Plan BARRE a réussi » ! L'important, c'est de lutter contre toute austérité en préparant les conditions d'une mobilisation unitaire à la hauteur de l'attaque du pouvoir.



Mitterrand et Marchais s'occupent mutuellement de vouloir collaborer avec la droite. Mais le P.S. « laisse » 30 circonscriptions aux Radicaux de Gauche et le P.C. en laisse 2 aux Gaullistes dits de progrès.

« Est-ce cela lutter pour les intérêts, pour l'unité des travailleurs ? »

Accepter de s'allier aujourd'hui avec des partis bourgeois (les Radicaux de Gauche qui combattent pour la liberté d'entreprendre, c'est-à-dire la liberté d'exploiter ou d'anciens ministres de la V<sup>e</sup> République), c'est accepter d'avoir les mains liées demain au gouvernement, c'est aliéner l'indépendance et la liberté d'action des travailleurs.

Loin d'être une garantie contre l'austérité, cette alliance sera un argument pour l'accepter au nom de la « préservation de l'unité ». Si aujourd'hui, nous luttons contre l'austérité de droite, ce n'est pas pour accepter demain une austérité de gauche.

Mitterrand et Marchais ne cessent de se quereller mais ils sont d'accord sur l'essentiel :

- garder Giscard avec les pouvoirs exorbitants que lui confère la Constitution de 58.

En un mot, ils se soumettent par avance au chantage et au veto de Giscard.

Il n'y aura pas de véritable satisfaction des revendications ouvrières, pas de réel changement sans abroger la Constitution de 58; sans épurer l'administration et démanteler la hiérarchie militaire; sans abandonner l'arme nucléaire et rompre avec l'alliance atlantique; sans planifier démocratiquement l'économie et opposer aux manœuvres économiques du patronat le monopole d'état sur le commerce extérieur; sans développer la solidarité internationale des travailleurs.

L'unité que nous défendons, c'est celle de tous les travailleurs, hommes et femmes, Français et immigrés, jeunes et vieux, smicards et qualifiés, chômeurs et actifs.

L'unité que nous voulons, ce n'est pas l'Union de la Gauche, ce n'est pas le programme commun, et encore moins l'alliance avec des partis bourgeois.

Le gouvernement que doivent imposer les travailleurs, ce n'est pas le gouvernement de l'Union de la Gauche, c'est un gouvernement des seuls P.C. et P.S. dont ils exigeront qu'il satisfasse les revendications, qu'il rompe avec les Radicaux de Gauche et autres Gaullistes d'opposition, qu'il chasse GISCARD et cesse ses avances au patronat.

## TRAVAILLEUSES, TRAVAILLEURS, JEUNES,

En votant au second tour pour le candidat ouvrier arrivé en tête, quelles que soient les consignes de Mitterrand et de Marchais vous contribuerez à chasser la droite.

Mais au premier tour, en votant pour J.-F. CHALOT, candidat de la LIGUE COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE, vous voterez pour vos revendications, pour les solutions socialistes à la crise.

Vous direz à Mitterrand et à Marchais qu'il n'est pas question d'accepter après le Plan Barre, une austérité de gauche.

Vous leur direz que vous refusez la collaboration avec les partis bourgeois (gaullistes ou radicaux de gauche), la Constitution de 1958 et la tutelle de GISCARD.

Vous direz à ceux qui en sont responsables qu'il n'est pas question d'accepter la division des rangs ouvriers.

En votant pour le candidat de la L.C.R., vous donnerez un avertissement à Marchais et à Mitterrand. Vous affirmerez que la victoire électorale ne suffit pas : tout restera à faire après Mars 78 !

Vous leur direz qu'ils devront compter sur vos exigences, vos revendications et vos mobilisations.

En votant pour le candidat de la L.C.R., vous direz que seul le socialisme peut permettre d'en finir avec l'austérité et avec la répression.

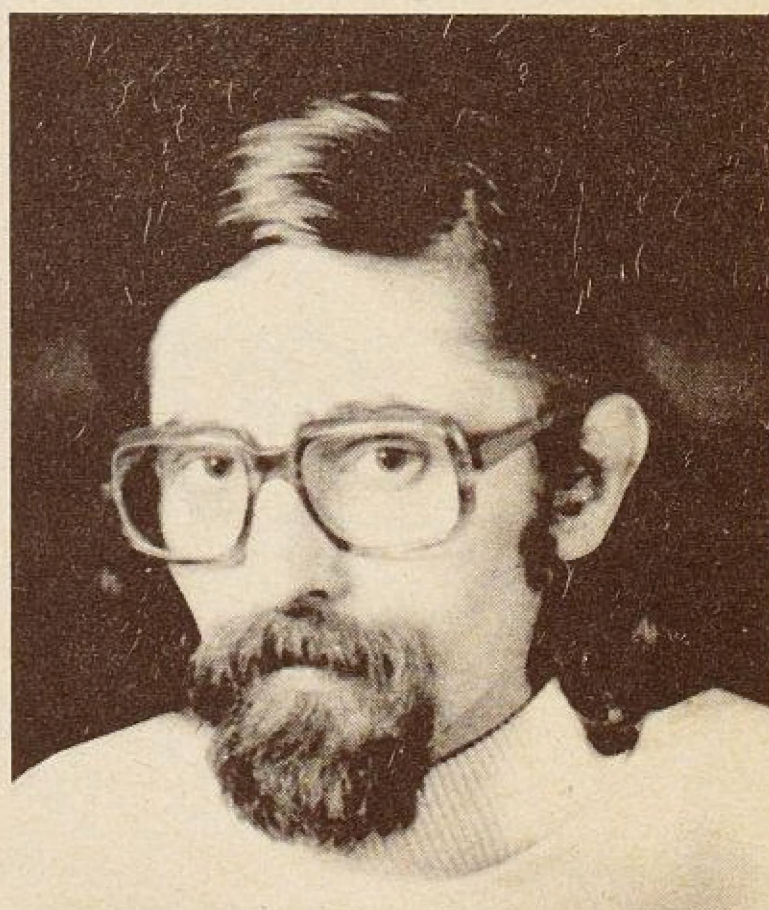
# CHALOT Jean-François

Instituteur à Ozoir-la-Ferrière

SUPPLÉANT

# POTEL Jean-Yves

Journaliste



# LIGUE COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE

Vu, le Candidat.